



Distr.
GENERALE

T/OBS.5/87
24 octobre 1956

ORIGINAL : FRANCAIS

PETITIONS CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

Observations du Gouvernement français en tant
qu'Autorité chargée de l'administration

Note du Secrétariat : Ces observations ont trait aux pétitions suivantes :

<u>Action</u>	<u>Pages</u>
1. Pétition du Comité central de la Juvento de la Côte de l'Or (T/PET.5/638)	2
2. Pétition du Comité de base de l'Union des populations du Cameroun de Seven-Djongo I (T/PET.5/684)	3
3. Pétition de l'Association de la jeunesse de Singang (T/PET.5/696)	4

1. Pétition du Comité central de la Juvento de la Côte de l'Or (T/PET.5/638)

L'Autorité administrante renvoie, en ce qui concerne les incidents du mois de mai au Cameroun aux observations présentées au sujet de la pétition No T/PET.5/635^{1/}.

L'incident du VOGAN, sur lequel des observations ont été fournies, ne concerne pas le Cameroun sous tutelle française.

1/ Note du Secrétariat : Voir T/OBS.5/71, section 1.

2. Pétition du Comité de base de l'Union des populations du Cameroun de
Seven-Djongo I (T/PET.5/684)

1. En ce qui concerne les incidents de FOUMBAN et de Mbouroukou de 1953, l'Autorité administrante renvoie aux observations se rapportant aux pétitions T/PET.5/211 et 232^{1/}.

2. En ce qui concerne les incidents de Bafoussam du 24 avril 1955, des observations ont été présentées à l'occasion de la pétition T/PET.5/635^{2/}.

3. En ce qui concerne la proclamation commune et l'adoption d'un "emblème national" l'autorité administrante renvoie aux observations se rapportant aux pétitions 5/612, 613, 597^{3/} et 635.

L'Autorité administrante ne connaît pas les articles de journaux français auxquels se réfère le pétitionnaire et note que ce dernier n'indique pas les titres desdits journaux.

Notes du Secrétariat

- 1/ Voir T/OBS.5/18 et 26.
2/ Voir T/OBS.5/71, section 1.
3/ Voir T/OBS.5/78.

3. Pétition de l'Association de la jeunesse de Singang (T/PET.5/696)

1. Il n'existe aucune association déclarée dite "Association de la Jeunesse de Singang". La pétition T/PET.5/696 doit de ce fait être considérée comme une pétition anonyme. L'autorité administrante souligne par ailleurs, que la B.P.22 donné comme adresse de la prétende association n'est autre que la boîte postale de l'UPC.

2. Les assertions relatives au remplacement des cartes de l'UPC par des cartes de l'ESOCAM et aux amendes qui seraient exigées des militants upécistes sont entièrement fausses.

3. Il en va de même des pillages et des fusillades signalées par les pétitionnaires. L'autorité administrante souligne que de telles pétitions justifient des poursuites judiciaires contre leurs auteurs, s'ils existent, pour propagation de fausses nouvelles.
